



# SUERA

*Note politique*



# Sommaire

<b>La SUERA en bref.....</b>	<b>4</b>
<b>Recommandations politiques concrètes.....</b>	<b>5</b>
<b>créer un véritable écosystème d’innovation et de recherche .....</b>	<b>6</b>
Mettre en place un modèle de politique au niveau de l’écosystème des startups locales et alpines .....	6
Accélérer l’adoption de mesures sobres en carbone pour les régions intéressées par le tourisme d’hiver .....	6
Contacts : .....	7
<b>Accroître le potentiel économique des secteurs stratégiques.....</b>	<b>8</b>
Contacts : .....	8
<b>mettre l’éducation et la formation en adéquation avec le marché du travail dans les secteurs stratégiques .....</b>	<b>9</b>
Recommandations politiques : soutenir une gouvernance efficace des systèmes duals dans la région alpine, en s’appuyant sur une vision stratégique.....	9
Contact : .....	10
<b>Promouvoir l’intermodalité et l’interopérabilité du transport de passagers et de marchandises .....</b>	<b>11</b>
Recommandations politiques : trouver des solutions pour les déplacements pendulaires transfrontaliers dans la région alpine .....	11
Contacts : .....	11
Recommandations politiques : e-MOTICON, un livre blanc pour l’électromobilité dans la région alpine .....	12
Contacts : .....	12
<b>assurer la connexion électronique entre les personnes et promouvoir l’accès aux services publics .....</b>	<b>13</b>
Recommandations politiques : encourager l’approche « Smart-villages ».....	13
Contacts : .....	13
Recommandations politiques : Améliorer l’accessibilité aux services d’intérêt général.....	14
Contacts : .....	14
<b>Préserver et valoriser les ressources naturelles, y compris l’eau, ainsi que les ressources culturelles .....</b>	<b>15</b>
Déclaration politique sur « L’utilisation durable des terres et la protection des sols ».....	15
Contacts : .....	16

**Développer la connectivité écologique sur l'ensemble du territoire de la SUERA..... 17**

Recommandations politiques : Trois étapes principales vers une décennie d'infrastructures vertes alpines ..... 17  
 Contacts : ..... 18

**Améliorer la gestion des risques et mieux gérer le changement climatique, notamment par la prévention des risques naturels de grande ampleur..... 19**

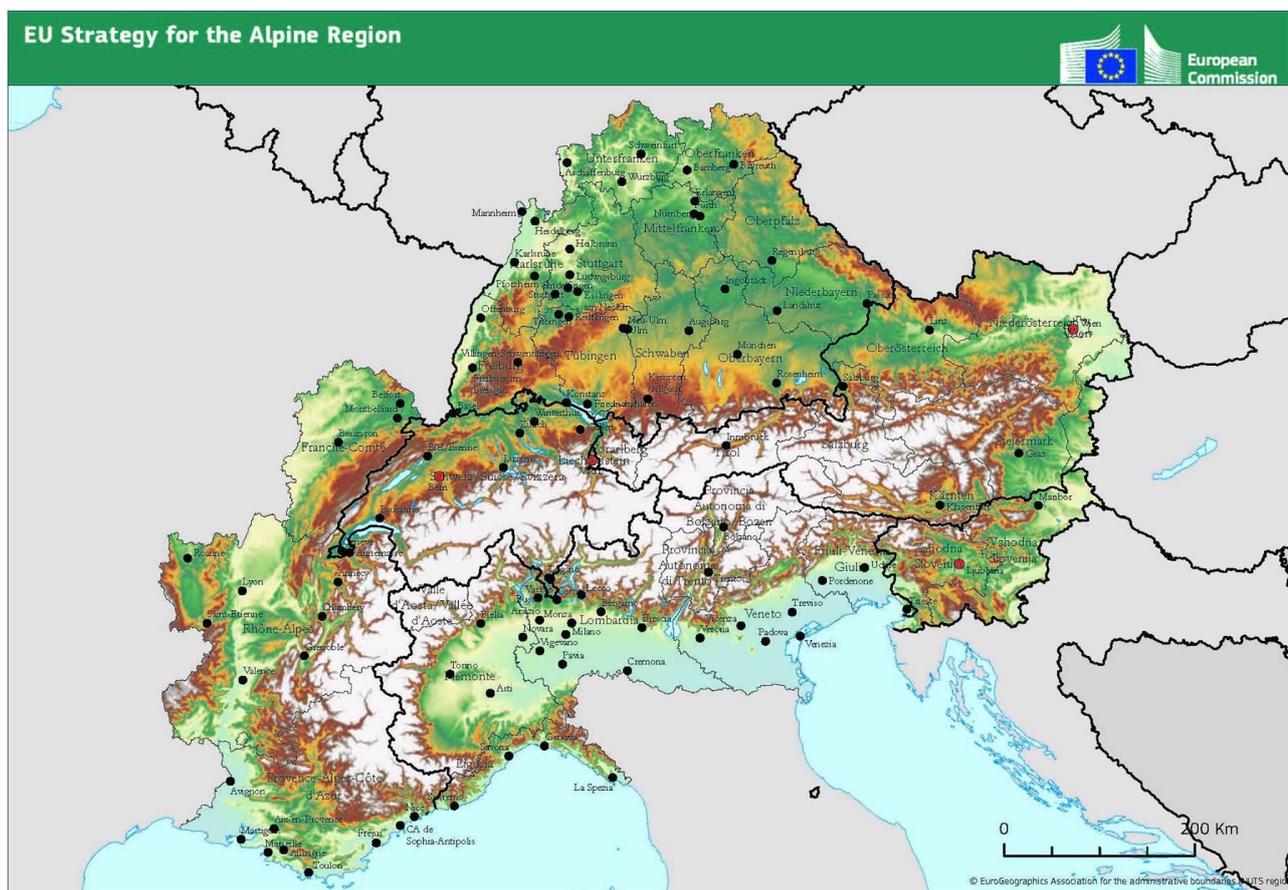
Recommandations politiques concernant la gouvernance des risques : ..... 19  
 Recommandations politiques concernant les feux de forêt : ..... 19  
 Recommandations politiques concernant les cas de surcharge et de risque résiduel : ..... 19  
 Contacts : ..... 20

**Faire du territoire de la région alpine un modèle en termes d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables ..... 21**

Recommandations politiques : Améliorer l'efficacité énergétique des petites et moyennes entreprises ..... 21  
 Recommandations politiques : Améliorer l'utilisation de l'hydrogène vert dans le mix énergétique de la SUERA ..... 22  
 Recommandations politiques : relever le rôle de l'observatoire régional de l'énergie. .... 23  
 Contacts : ..... 23  
 À quoi peut-on s'attendre dans un proche avenir ? ..... 24

## LA SUERA EN BREF

La région alpine est un territoire très particulier, possédant un important potentiel en termes de dynamisme, mais qui est confronté à des défis majeurs. La SUERA, stratégie de l'Union européenne pour la région alpine lancée en 2015 (en anglais, EUSALP), constitue une opportunité pour améliorer la coopération transfrontalière dans les États alpins, identifier des objectifs communs et les mettre en œuvre plus efficacement grâce à la collaboration transnationale. Une meilleure coopération entre les régions et les États, notamment, est nécessaire pour relever ces défis. Cette stratégie est menée par sept pays (Allemagne, Autriche, France, Italie, Liechtenstein, Slovaquie et Suisse) et 48 régions. La SUERA a pour principaux domaines prioritaires : (1) la croissance économique et l'innovation ; (2) la mobilité et la connectivité ; (3) l'environnement et l'énergie, dont la mise en œuvre est confiée à neuf groupes d'action (GA).



**EUSALP - EU Strategy for the Alpine Region**  
 80 million people, 7 countries, 48 regions, mountains and plains  
 addressing together common challenges and opportunities



## RECOMMANDATIONS POLITIQUES CONCRETES

Les neuf groupes d'action de la SUERA ont commencé leurs travaux en 2016 et, jusqu'en 2020, ont élaboré 14 initiatives stratégiques de mise en œuvre et de nombreuses autres activités concrètes, qui ont abouti à des recommandations politiques, synthétisées dans la présente publication. Ces recommandations touchent différents niveaux politiques, du niveau local jusqu'au niveau européen. L'objectif est ici de fournir un aperçu de toutes ces recommandations, ainsi qu'une prévision de l'évolution sur les deux prochaines années. Chaque groupe d'action devra élaborer au moins une initiative stratégique, qui devra elle-même aboutir à des recommandations politiques. Par ailleurs, tous les groupes d'action travaillent ensemble sur cinq thèmes qu'ils jugent cruciaux (les « domaines politiques stratégiques prioritaires » - SPPA), dans chacun desquels sera développée au moins une initiative de mise en œuvre stratégique intersectorielle. C'est ce sur quoi porte la présente note de politique, qui peut donc contribuer à mieux faire connaître les résultats obtenus par la SUERA et permettre d'entamer le dialogue avec les décideurs politiques concernés et le grand public. La note de politique est structurée sur les sujets traités par les neuf groupes d'action.



## CREER UN VERITABLE ECOSYSTEME D'INNOVATION ET DE RECHERCHE

Sur la base de l'un des thèmes porteurs de l'agenda Europe 2020 (création d'emplois et croissance), le Groupe d'action 1 se concentre sur le développement d'un écosystème efficace d'innovation dans la région alpine. Il se fixe de regrouper les différents potentiels qu'elle recèle afin de mieux exploiter les synergies dans les secteurs stratégiques décrits dans la prochaine action et de surmonter les défis en matière d'innovation.

### Mettre en place un modèle de politique au niveau de l'écosystème des startups locales et alpines

Pour soutenir les processus de changement d'échelle (*scaling*) des startups, le GA1 a élaboré une approche globale au niveau de l'espace alpin. Les travaux ont été menés dans le cadre du projet INTERREG Espace Alpin SCALE(up)ALPS, avec les objectifs spécifiques suivants : - examiner le point de vue des fondateurs et des gestionnaires de scale-ups quant aux concepts de « scaling-up » et de « scalabilité » dans le contexte du développement régional de l'Espace alpin ; - s'accorder sur une définition de la scalabilité et, en matière d'intervention et de recherche, identifier les facteurs de conception qui, d'après les fondateurs/gestionnaires de scale-ups et les décideurs, pourraient accroître la probabilité et le potentiel de mise en place d'interventions sur une base plus étendue dans l'Espace alpin. Les options suivantes ont été élaborées :

- Utiliser des hubs de connexion – soutenir l'écosystème des startups et des scale-ups ;
- Faciliter la circulation dans l'espace alpin en éliminant les cadres législatifs défavorables aux startups ;
- Donner un aperçu plus complet des programmes d'incubateur fondés sur la demande et la réussite ;
- S'appuyer sur le principe « *Accelerate and let go* » (Accélérer et lâcher prise) — construire un réseau peer-to-peer ;
- Intégrer les hubs d'innovation et les universités ;
- Laisser les ambassadeurs d'affaires se mouvoir de manière autonome en mobilisant sur les scale-ups la création de connaissance.

**Lire la suite :**

<https://www.alpine-region.eu/projects/scaleupalps>

### Accélérer l'adoption de mesures sobres en carbone pour les régions intéressées par le tourisme d'hiver

Il existe aujourd'hui des solutions techniques pour réduire la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre (GES) dans les régions montagneuses reposant sur le

tourisme d'hiver, avec un potentiel de réduction de 40 %. Toutefois, ces solutions imposent certains compromis clés qui retardent leur adoption : elles requièrent en effet une participation plus forte et innovante pour surmonter des défis qui sont à la fois stratégiques (objectifs, priorités, risques), économiques (coûts, financements) et organisationnels (partenariats, implication des parties prenantes). Pour cette raison, le GA1, par le biais du projet Interreg Smart Altitude, a prévu un ensemble d'actions pour démontrer l'efficacité d'un outil d'aide à la décision intégrant tous les défis dans une approche graduelle à la transition énergétique. Pour la mise en œuvre des politiques sobres en carbone recherchées, le projet adopte une approche globale fondée sur la maximisation de l'impact au vu des facteurs techniques, économiques et de gouvernance.

Compte tenu de l'urgence de planifier et de définir de nouvelles stratégies pour le tourisme d'hiver dans la région alpine, certaines recommandations politiques ont été suggérées :

- Promouvoir l'interaction entre les différents acteurs du secteur touristique de la région alpine en créant un groupe de travail local/régional ;
- Promouvoir l'identification de différents aspects clés liés au secteur du tourisme, qui figureront parmi les priorités des S3 (*Smart Specialisation Strategies*) pour la prochaine période de programmation ;
- Accélérer les actions transrégionales de R&I spécifiques au secteur du tourisme d'hiver ;
- Élaborer une vision cohérente à long terme susceptible d'accroître la résilience des communautés au changement climatique.

**Lire la suite :**

<https://www.alpine-space.eu/projects/smart-altitude>

**Perspectives concernant d'autres activités :**

Dans la période 2021 - 2022, le GA1 veillera à :

- Formuler des recommandations politiques précises sur la manière d'améliorer la collaboration entre les différents acteurs sur des sujets stratégiques ;
- Mettre en place un « laboratoire alpin S3 » unique qui rassemblera les régions et les parties prenantes autour de stratégies de spécialisation intelligente pour discuter d'objectifs communs et trouver des complémentarités ;
- Formuler des recommandations politiques clés sur des sujets stratégiques (par ex., la bioéconomie, le tourisme d'hiver) pour la région alpine ;
- Élaborer un programme stratégique de recherche et d'innovation pour la région alpine.

**Contacts :**

Anna Giorgi, Leader du GA1 : [ag1.leader@alpine-region.eu](mailto:ag1.leader@alpine-region.eu)

## ACCROITRE LE POTENTIEL ECONOMIQUE DES SECTEURS STRATEGIQUES

Le Groupe d'action 2 a principalement deux objectifs : identifier les principaux secteurs économiques alpins susceptibles de tirer profit d'une action à l'échelle macrorégionale et mettre en œuvre des mesures concrètes pour améliorer leur environnement économique et social. La valeur ajoutée consiste à mieux utiliser les ressources et les potentiels spécifiques à la région alpine dans les secteurs stratégiques identifiés, en mettant l'accent sur l'amélioration des conditions-cadres et des opportunités pour les PME.



La SUERA aspire à apporter une contribution substantielle au Pacte vert pour l'Europe par le biais d'un « Pacte vert pour les Alpes ». Un élément important à cet égard est le « Hub d'innovation pour les modèles de gestion écologique », dans le cadre duquel différents problèmes ont été identifiés :

- L'économie circulaire ;
- La bioéconomie ;
- Les plates-formes d'innovation pour le développement industriel ;
- L'innovation pour les modèles de gestion basés sur l'infrastructure verte (hydrogène) ;
- Les clusters d'innovation verte ;
- La chaîne de valeur innovante de la région alpine ;
- Les nouvelles compétences pour les emplois verts.

Compte tenu du temps et des ressources disponibles, l'accent sera mis sur trois thèmes principaux, tous transversaux et étroitement liés aux questions susmentionnées (voir ci-dessous).

### Concernant les autres activités du groupe :

Au cours de la période 2021-2022, le GA2 travaillera avec plusieurs autres groupes d'action sur le concept de hub d'innovation pour entreprises vertes. Cette notion englobe trois sous-thèmes, nommément : 1) les chaînes de valeur du bois, y compris du bois d'œuvre ; 2) le tourisme durable ; 3) la durabilité et la résilience de la production et de la chaîne d'approvisionnement. Pour ces trois sous-thèmes, des recommandations politiques seront élaborées.

### Contacts :

Massimo Lapolla, Co-Leader GA2, [massimo.lapolla@regione.piemonte.it](mailto:massimo.lapolla@regione.piemonte.it)

Sylvain Guetaz, Co-Leader GA2, [sylvain.guetaz@auvergnerhonealpes.fr](mailto:sylvain.guetaz@auvergnerhonealpes.fr)

## METTRE L'EDUCATION ET LA FORMATION EN ADEQUATION AVEC LE MARCHE DU TRAVAIL DANS LES SECTEURS STRATEGIQUES



Le troisième Groupe d'action vise à améliorer l'adéquation du marché du travail, de l'éducation et de la formation avec les possibilités d'emploi dans les secteurs stratégiques de la région, par le biais d'activités macrorégionales communes.

### Recommandations politiques : soutenir une gouvernance efficace des systèmes duals dans la région alpine, en s'appuyant sur une vision stratégique.

Le GA3 a mené à bien une importante analyse comparative des différents systèmes duals présents dans les Alpes.

S'il est apparu des différences significatives en termes d'approche, de gestion et de sensibilité vis-à-vis de ce système éducatif, certaines priorités liées aux objectifs que la SUERA entend poursuivre se sont également fait jour.

Principaux aspects : la gouvernance des systèmes et leur attractivité, la qualité de la formation offerte et l'innovation. La question de la mobilité transnationale des apprentis mérite également d'être prise en compte, si l'on veut réaliser pleinement la libre circulation des personnes en Europe et plus particulièrement ici, dans l'Arc alpin.

Ce qui apparaît essentiel, lorsqu'on parle de formation et de systèmes duals, c'est : - premièrement, de disposer d'un cadre réglementaire solide où les rôles des différents acteurs (institutions centrales et locales, partenaires sociaux et représentants des établissements de formation, des chambres de commerce, des associations professionnelles, des services de l'emploi, etc.) soient clairement détaillés ; - deuxièmement, d'identifier des forums de comparaison et de collaboration stables et de consolider les réseaux régionaux, de construire des systèmes stables d'analyse, de suivi et d'évaluation, de mettre en commun les bonnes pratiques et, de la sorte, d'améliorer la qualité du système éducatif dual ; - troisièmement, d'identifier des forums de comparaison et de collaboration stables et de consolider les réseaux régionaux, de construire des systèmes stables d'analyse, de suivi et d'évaluation, de mettre en commun les bonnes pratiques et, de la sorte, d'améliorer la qualité du système dual d'alternance école-travail.

Un autre aspect sur lequel il s'impose de s'investir est l'amélioration de l'apprentissage et de sa perception chez les étudiants et leurs familles : ce n'est qu'en partageant des exemples de réussites professionnelles et personnelles liées aux expériences d'apprentissage que l'on pourra renforcer l'attractivité de ce dernier.

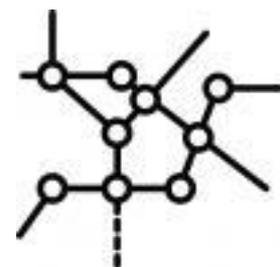
Étant donné que les principaux acteurs des systèmes éducatifs duals sont essentiellement les étudiants et les entreprises, il conviendrait de fournir à ces dernières des incitations et des outils de soutien de différentes sortes, afin que le monde entrepreneurial puisse lui aussi saisir l'énorme potentiel du système dual.

### **Concernant les autres activités du groupe :**

Au cours de la période 2021-2022, le GA3 s'emploiera à définir les meilleures pratiques du modèle dual de formation, à travers l'outil de la normalisation volontaire ; il définira un code d'éthique/de conduite qui soit utile à la fois au monde de l'entreprise et aux étudiants en formation (non seulement d'un point de vue professionnel, mais aussi en tant que citoyens conscients et proactifs). Il mettra également l'accent sur la promotion de l'éducation et de la formation de niveau tertiaire, par exemple en définissant un système commun de certification des compétences par le biais de badges numériques, en vue d'accroître les certifications et d'accélérer la transition entre le chômage et l'emploi ou entre différents emplois (requalification et recyclage), et en définissant le niveau minimum de services et d'exigences auxquels les établissements devront satisfaire pour être inclus dans le dispositif SUERA de fourniture d'éducation ; parcours de reconnaissance des compétences, parcours de formation ultérieurs (maximum 12 mois) basés sur la méthode de l'apprentissage par la pratique, stages divers, conduisant à des qualifications de niveau tertiaire, ayant également valeur académique (min. niveau 6 du CEC), prévus par l'offre SUERA.

### **Contact :**

Giuliana Cristoforetti, Leader GA3 : [giuliana.cristoforetti@provincia.tn.it](mailto:giuliana.cristoforetti@provincia.tn.it)  
[La SUERA.labourandeducation@provincia.tn.it](mailto:La.SUERA.labourandeducation@provincia.tn.it)



## **PROMOUVOIR L'INTERMODALITE ET L'INTEROPERABILITE DU TRANSPORT DE PASSAGERS ET DE MARCHANDISES**

Le Groupe d'action 4 offre une plate-forme pour coordonner et harmoniser les activités des régions et des pays alpins en vue d'un système durable de transport et de mobilité. Sa mission : instaurer une compréhension commune de la politique des transports et de la mobilité, définir des objectifs communs et lancer des activités et des projets spécifiques.

### **Recommandations politiques : trouver des solutions pour les déplacements pendulaires transfrontaliers dans la région alpine**

Chaque jour, en Europe, environ deux millions de personnes traversent une frontière nationale pour se rendre sur leur lieu de travail, dont environ 600 000 dans le périmètre de la SUERA, qui constitue donc une zone sensible à cet égard. Le GA4 et le GA5 ont identifié les enjeux, puis élaboré les recommandations politiques suivantes :

- Créer une base de données statistiques homogène à l'échelle alpine sur les déplacements pendulaires transfrontaliers ;
- Instaurer un dialogue politique au niveau des institutions alpines sur les déplacements pendulaires transfrontaliers ;
- Améliorer les réseaux d'infrastructures transfrontaliers ;
- Améliorer les services dans les réseaux transfrontaliers existants ;
- Abolir les cadres réglementaires défavorables ou, pour le moins, s'employer à trouver des aménagements spéciaux ;
- Encourager la planification transfrontalière en termes d'aménagement spatial, de mobilité ainsi que de gestion ;
- Utiliser les potentialités du numérique pour réduire la mobilité transfrontalière physique ;
- Sensibiliser les entreprises et les navetteurs à l'utilisation de moyens plus durables de navettage et construire un échange d'expériences ;
- Favoriser les changements de comportement.

Lire la suite :

<https://www.alpine-region.eu/projects/arpaf-crossborder>

### **Contacts :**

Patrick Skonieczki, Co-Leader du GA4, [patrick.skonieczki@tirol.gv.at](mailto:patrick.skonieczki@tirol.gv.at)

Thomas Egger, Co-Leader du GA5, [thomas.egger@sab.ch](mailto:thomas.egger@sab.ch)

## Recommandations politiques : e-MOTICON, un livre blanc pour l'électromobilité dans la région alpine

Avec le projet e-MOTICON, le GA4 a élaboré un livre blanc pour la mobilité électrique (e-mobilité) dans la région alpine. Le consortium du projet a travaillé conjointement pendant plus de 3 ans sur les problèmes que connaît dans ce domaine l'ensemble de la région, où l'e-mobilité affiche un déploiement faible et non homogène. Si la faible distribution de la mobilité électronique relève de différentes causes, le projet a principalement travaillé sur l'intégration réduite des outils de planification utilisés par les administrations publiques (AP) et sur le manque de connaissances de ces dernières en matière d'innovation technologique et de modélisation commerciale. Après avoir analysé les politiques, les solutions technologiques et les modèles commerciaux, les partenaires ont élaboré le Livre Blanc, une stratégie unique de l'Espace alpin concernant la planification innovante des stations de recharge électrique (E-CS), conforme aux exigences en matière de mobilité électronique. Les partenaires ont ensuite intégré et adapté la stratégie transnationale en cinq plans d'action régionaux et ont fourni un ensemble d'outils pour anticiper les besoins du réseau E-CS, testés dans le cadre de trois actions pilotes conjointes. En outre, une communauté transnationale a été mise en place, impliquant des administrations publiques et des représentants du secteur industriel de la mobilité électronique, des centres de recherche, des agences régionales, des utilisateurs finaux et des agences de transport public, pour soutenir la principale réalisation : l'amélioration des capacités des administrations publiques en matière de planification des e-CS et le renforcement de la coopération transnationale.

Lire la suite :

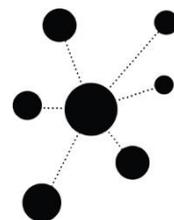
<https://www.alpine-space.eu/projects/e-moticon/en/home>

### Contacts :

Patrick Skonieczki, Co-Leader du GA4, [patrick.skonieczki@tirol.gv.at](mailto:patrick.skonieczki@tirol.gv.at)

### Concernant les autres activités du groupe :

Dans la période 2021-2022, le GA4 préparera une déclaration politique intitulée « Vers une stratégie cohérente de promotion des systèmes durables de transport et de mobilité dans la Région alpine ».



## ASSURER LA CONNEXION ELECTRONIQUE ENTRE LES PERSONNES ET PROMOUVOIR L'ACCES AUX SERVICES PUBLICS

Un double objectif anime ce groupe d'action. Il lui faut en effet, d'une part, élaborer une stratégie globale pour guider et façonner le processus de numérisation en cours dans la région alpine et, d'autre part, promouvoir l'accès du public aux services d'intérêt général. Ce double objectif peut être atteint par une utilisation avisée des nouvelles technologies disponibles et en stimulant l'adoption des services électroniques.

### Recommandations politiques : encourager l'approche « Smart-villages »

L'objectif du Groupe d'action 5 est de « faire des Alpes les précurseurs de la numérisation en Europe ». Une initiative stratégique à cet égard est l'approche Smart-villages, qui permet aux villages de montagne de tirer profit des potentiels offerts par la numérisation. Au cours de la période 2018-2021, l'approche a été mise en œuvre et des outils transférables ont été élaborés dans différentes communes de montagne. Les recommandations politiques issues de cette expérience ont été présentées et discutées en novembre 2020 lors d'une conférence internationale (en ligne) :

- Considérer la transformation intelligente des villages de montagne, ruraux et périphériques comme une priorité stratégique ;
- Intégrer les villages intelligents dans les stratégies et les politiques existantes et futures ;
- Allouer des fonds à des approches intégrées telles que celle des villages intelligents ;
- Laisser place à l'innovation et à l'expérimentation ;
- Encourager le réseautage et l'échange d'expériences autour de l'approche Smart-villages dans les zones rurales et de montagne, ainsi qu'avec les zones urbaines ;
- Utiliser les potentialités de l'approche Smart-villages pour faire connaître les leviers d'innovation et l'attractivité des zones montagneuses et rurales et mettre en lien les zones urbaines et les zones rurales ;
- Développer les infrastructures et les compétences numériques en fonction des besoins et des possibilités technologiques.

### Lire la suite :

<https://www.alpine-space.eu/projects/smartvillages/en/home>

### Contacts :

**EUSALP - EU Strategy for the Alpine Region**  
80 million people, 7 countries, 48 regions, mountains and plains  
addressing together common challenges and opportunities



Thomas Egger, Co-Leader du GA5, [thomas.egger@sab.ch](mailto:thomas.egger@sab.ch)

### Recommandations politiques : Améliorer l'accessibilité aux services d'intérêt général

Pour les zones montagneuses et rurales, les services d'intérêt général (SIG) sont d'une importance vitale. C'est pourquoi le GA5 a mis en place un groupe de réflexion, pour plancher sur leur évolution dans la région alpine. Le groupe de réflexion a publié en 2019 un document où sont présentés 17 points donnant matière à réflexion. Le point principal concerne une approche intégrée et territoriale aux services d'intérêt général, dans le cadre de laquelle les autorités compétentes examineront d'abord les besoins des utilisateurs des services au cours des prochaines années. Sur la base de ces besoins, ils élaboreront une stratégie territoriale englobant tous les services de manière intégrée et chercheront des synergies entre les services. Cette approche territoriale intégrée a déjà été testée et mise en œuvre dans le cadre du projet INTESI du Programme Espace alpin. Le document en question contient également une liste d'exemples de bonnes pratiques et constitue donc aussi une bonne référence pour les personnes intéressées se trouvant en dehors de la région alpine.

#### Lire la suite :

<https://www.alpine-region.eu/publications/thesis-paper-sqi> [ou](https://servicepublic.ch/en/alpine-think-tank/)  
<https://servicepublic.ch/en/alpine-think-tank/>

#### Contacts :

Thomas Egger, Co-Leader du GA5, [thomas.egger@sab.ch](mailto:thomas.egger@sab.ch)

#### Concernant les autres activités du groupe :

Au cours de la période 2021-2022, le GA5 publiera des recommandations politiques sur la façon d'améliorer la numérisation dans les petites et moyennes entreprises. Les travaux sont réalisés dans le cadre du projet Smart SMEs, portant sur les PME intelligentes.  
<https://www.alpine-region.eu/projects/smart-smes>



## **PRESERVER ET VALORISER LES RESSOURCES NATURELLES, Y COMPRIS L'EAU, AINSI QUE LES RESSOURCES CULTURELLES**

Dans le cadre de sa mission, le GA6 de la SUERA doit : préserver le patrimoine naturel et culturel alpin ; le valoriser de manière durable ; équilibrer la protection et le développement économique – tout cela afin de relever le défi ultime, qui est de soutenir la région alpine en tant qu'espace de vie unique pour les personnes et la nature et en tant que zone économique. La mission globale du GA6 de la SUERA est d'apporter des contributions utiles à un cadre stratégique alpin qui permette de mettre en place des modèles durables et équilibrés de gestion et de production des ressources. La devise du GA6 de la SUERA est « Avec le patrimoine alpin aujourd'hui pour des lendemains durables, résilients et innovants ».

### **Déclaration politique sur « L'utilisation durable des terres et la protection des sols »**

Dans la région alpine, les sols sont confrontés à des défis spécifiques : des zones de peuplement limitées et une utilisation intensive des terres dans de nombreux fond de vallée, une pression considérable sur les écosystèmes sensibles, des conséquences tangibles du changement climatique et un développement inégal de la population. Dans les régions métropolitaines et les agglomérations, les espaces constructibles sont rares et coûteux, ce qui se traduit par des flux de navetteurs et des problèmes de circulation. L'occupation avisée des terres et la protection des sols nécessitent des initiatives locales et régionales, ainsi qu'une coopération transfrontalière ; en effet, les sols constituent une base fondamentale non seulement pour la souveraineté et la prospérité alimentaires, mais pour toute forme de vie. En 2018, le GA6 a élaboré une déclaration politique sur « l'utilisation durable des terres et la protection des sols » pour relever ces défis. Après une consultation publique pour recueillir les réactions des institutions intéressées et des organisations de la société civile, la Déclaration a obtenu, au terme d'un processus de coordination politique, le soutien de 20 Régions alpines et 6 États. Les actions demandées par la Déclaration sont les suivantes :

- Appliquer les règlements existants et améliorer leur mise en œuvre ;
- Coordonner et améliorer les systèmes de collecte et de suivi des données ;
- Favoriser le développement intra-urbain et planifier l'infrastructure et l'exploitation minière dans une optique de prudence ;
- Encourager la sensibilisation, le renforcement des capacités et l'échange d'expériences sur l'utilisation durable des terres et la protection des sols ;
- Faciliter et vivre la participation ;

- Instaurer et renforcer des coopérations régionales, nationales et transfrontalières.

**Lire la suite :**

<https://www.alpine-region.eu/results/political-declaration> -« protection durable de l'occupation des terres et des sols

**Contacts :**

Lisa Ellemunter, Co-Leader du GA6, [Lisa.Ellemunter@alpconv.org](mailto:Lisa.Ellemunter@alpconv.org)

Wolfger Mayrhofer, Co-Leader du GA6, [Wolfger.Mayrhofer@alpconv.org](mailto:Wolfger.Mayrhofer@alpconv.org)

Helmut Serro, Co-Leader du GA6, [Helmut.Serro@ktn.gv.at](mailto:Helmut.Serro@ktn.gv.at)

**Concernant les autres activités du groupe :**

Dans la période 2021-2022, les principales activités du GA6 concerneront les deux principaux volets de la protection et valorisation des paysages naturels et culturels alpins et du patrimoine alimentaire alpin. En outre, le GA6 est impliqué dans une série d'activités transversales, notamment en contribuant aux travaux de la Task Force Forêts multifonctionnelles et utilisation durable du bois (TF MFSUT) et en collaborant avec d'autres GA dans le domaine stratégique prioritaire de la politique « Planification spatiale ».



## DEVELOPPER LA CONNECTIVITE ECOLOGIQUE SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE DE LA SUERA

Le travail du Groupe d'action 7 concerne le développement d'un réseau fonctionnel d'infrastructures vertes (IV) sur l'ensemble du territoire. Compte tenu du fait que l'IV interconnectée fournit de nombreux services écosystémiques, le travail du GA vise à aller au-delà de la seule protection de l'environnement, pour réaliser également de multiples avantages sociaux et économiques au profit de la population. Dans ce cadre, le GA7 constitue un modèle pour la mise en œuvre pratique, sur le terrain, du Pacte vert pour l'Europe.

Dans sa mise en œuvre de la déclaration politique « [Infrastructure verte alpine – Unir ses forces pour les milieux naturels, les populations et l'économie](#) », le GA7 vise à faire en sorte que l'IV devienne un sujet central à la fois pour les citoyens alpins et pour les décideurs, du niveau européen au niveau local, et s'emploie pour cela à :

- mettre en lien les acteurs clés pertinents à tous les niveaux ;
- mettre en œuvre des actions « sur mesure » à chaque niveau ;
- impliquer un large éventail d'intervenants.

### Recommandations politiques : Trois étapes principales vers une décennie d'infrastructures vertes alpines

1. Faire de la gouvernance et de la gestion de l'infrastructure verte un thème politique prégnant. À cette fin, nous recommandons :
  - a. de prévoir, dans le cadre d'un réseau transeuropéen d'infrastructure verte similaire aux autres réseaux transeuropéens TEN, des coordinateurs TEN-G qui se chargent de promouvoir des éléments d'infrastructure verte alpine d'envergure transnationale ;
  - b. de s'accorder, lors de la 2<sup>ème</sup> Conférence ministérielle de la SUERA sur l'infrastructure verte alpine, sur les prochaines étapes à franchir pour faire de la SUERA un chef de file européen dans ce domaine.
2. Intégrer le thème des « infrastructures vertes » comme élément central des « services d'intérêt général » orientés vers une Europe plus verte. À cette fin, nous recommandons :
  - a. de faire en sorte que l'IV soit un thème central dans les programmes de financement actuels de l'UE et de faire du GA7 une plaque tournante pour le développement d'actions coordonnées ;
  - b. de mettre en œuvre au moins un projet phare de la SUERA dans le cadre de programmes appropriés : programmes régionaux du FEDER, programmes transfrontaliers d'INTERREG, INTERREG Espace alpin, futur programme LIFE ;
  - c. assurer le co-financement national nécessaire, soit par une approche de financement unique, soit par la mise en place ou l'adaptation de programmes de financement nationaux.
3. Faire en sorte que les avantages de l'infrastructure verte soient perçus de manière tangible par les décideurs et les citoyens au niveau local. À cette fin, nous

recommandons :

- a. de concevoir des projets susceptibles de contribuer à améliorer la qualité de vie des populations ;
- b. de primer des solutions innovantes par le biais de concours/d'appels à idées.
- c. d'élargir le réseau des villes alpines intéressées par les IV et de renforcer les partenariats ruraux-urbains.

**Lire la suite :**

<https://www.alpine-region.eu/action-group-7>

**Concernant les autres activités du groupe :**

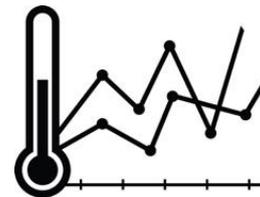
Au cours de la période 2021-2022, le GA7 poursuivra son travail sur ces recommandations politiques, sans cesser de les discuter et de les développer avec les principaux décideurs politiques ; il continuera par ailleurs à diriger un processus visant à faire de l'infrastructure verte un domaine stratégique prioritaire.

**Contacts :**

Michaela Künzl, Co-Leader du GA7, [Michaela.Kuenzl@stmuv.bayern.de](mailto:Michaela.Kuenzl@stmuv.bayern.de)

Nika Debeljak, Co-Leader du GA7, [nika.debeljak@zrsvn.si](mailto:nika.debeljak@zrsvn.si)

## AMELIORER LA GESTION DES RISQUES ET MIEUX GERER LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, NOTAMMENT PAR LA PREVENTION DES RISQUES NATURELS DE GRANDE AMPLEUR



Une protection durable et efficace contre les risques naturels est un préalable essentiel à toute implantation humaine, ainsi qu'au développement socioéconomique des Alpes. Du fait du peu d'espace disponible et des changements climatiques, les biens privés et les infrastructures sont plus exposés et encourent des dommages accrus. Les intérêts liés au développement économique, au bien-être social, à la mobilité et au tourisme doivent s'équilibrer avec la réduction des risques et la gestion de la sécurité. Aussi s'impose-t-il de disposer de nouveaux instruments et processus de gouvernance des risques, afin de trouver l'approche optimale pour répondre aux multiples exigences en matière d'occupation des terres.

### Recommandations politiques concernant la gouvernance des risques :

- Mieux appréhender le concept de gouvernance des risques ;
- Ouvrir des procédures formelles sur les mesures de protection et en discuter ;
- Utiliser la cartographie comme base de communication des risques ;
- Faire en sorte que la planification spatiale constitue l'un des aspects essentiels du processus de gouvernance.

### Recommandations politiques concernant les feux de forêt :

- Concevoir et mettre en œuvre des mesures de prévention à court et à long terme ;
- Adapter les mesures de suppression aux conditions spécifiques de la région alpine ;
- Améliorer la compréhension en matière de gestion après incendie, ainsi que les mesures afférentes ;
- Soutenir le transfert de connaissances et l'échange d'expériences.

### Recommandations politiques concernant les cas de surcharge et de risque résiduel :

- Développer une approche harmonisée à l'évaluation intégrée des risques dans les Alpes ;
- Fixer et partager des définitions communes pour les termes « risque résiduel » et « cas de surcharge » ;
- Instaurer une participation complète et transparente des acteurs aux processus de gouvernance des risques ;
- Tenir compte des risques résiduels et des cas de surcharge dans les mesures de planification spatiale et d'occupation des terres ;

- Mettre en place un ensemble intégré de mesures visant à accroître la résilience globale d'une collectivité et de ses infrastructures essentielles ;
- Établir des cadres juridiques et politiques qui soutiennent la gestion des risques résiduels ;
- Promouvoir, dans le cadre de la gouvernance des risques, une approche intersectorielle pouvant favoriser les synergies entre la technologie, l'économie et le mode de vie de la société ;
- Créer une culture du risque, dans laquelle la collectivité puisse prendre conscience des risques résiduels ;
- Créer un dialogue vivant sur les risques et favoriser une diffusion multiforme de l'information.

#### Lire la suite :

- [Gouvernance des risques](#)
- [Feux de forêt](#)
- [Cas de surcharge et de risque résiduel](#)

#### Concernant les autres activités du groupe :

Dans la période 2021-2022, le GA8 est à la tête de l'initiative CLISP-ALP, pour la mise en œuvre intersectorielle d'une planification spatiale résiliente au climat dans les Alpes. L'objectif est d'évaluer les possibilités et les performances des outils de planification dont disposent les pays alpins pour parvenir à un développement spatial résilient au climat. Des recommandations seront également élaborées. De plus, le GA8 se concentrera sur l'évaluation et le développement d'outils de communication des risques (par exemple, des modèles de risques naturels physiques) à l'intention de groupes cibles.

#### Contacts :

Kilian Heil, Co-Leader du GA 8, [kilian.heil@bmlrt.gv.at](mailto:kilian.heil@bmlrt.gv.at)

Katharina Rieder, Co-Leader du GA 8, [katharina.rieder@bmlrt.gv.at](mailto:katharina.rieder@bmlrt.gv.at)

Andreas Lindenmaier, Co-Leader du GA 8, [Andreas.Lindenmaier@stmuv.bayern.de](mailto:Andreas.Lindenmaier@stmuv.bayern.de)

Wolfgang Rieger, Co-Leader du GA 8, [Wolfgang.Rieger@lfu.bayern.de](mailto:Wolfgang.Rieger@lfu.bayern.de)

## FAIRE DU TERRITOIRE DE LA REGION ALPINE UN MODELE EN TERMES D'EFFICACITE ENERGETIQUE ET D'ENERGIES RENOUVELABLES



Le Groupe d'action 9 a pour mission de promouvoir, dans la région alpine, l'efficacité énergétique et la production et l'utilisation d'énergies renouvelables locales, en particulier dans les secteurs public et privé. Le cadre repose, entre autres, sur les directives énergétiques de l'UE, sur les objectifs de l'UE pour 2020 et sur le paquet Énergie de l'Union européenne. Son objectif : favoriser une réduction significative de la consommation d'énergie dans le secteur du logement et de la mobilité, ainsi que dans les PME. L'action s'attache à promouvoir la gestion de l'énergie et les dispositifs de surveillance à différents niveaux.

### Recommandations politiques : Améliorer l'efficacité énergétique des petites et moyennes entreprises

L'expérience de ces dernières années a montré que le marché et les mécanismes du marché n'ont un impact positif que très limité sur le potentiel d'économie d'énergie des PME. L'une des recommandations qui se sont fait jour lors des échanges entre experts dans le cadre de l'activité du Groupe d'action 9 est donc que, pour que les programmes d'efficacité énergétique pour les PME, qui adhèrent à ces régimes sur une base volontaire, connaissent un déploiement régional satisfaisant, les agences publiques de l'énergie doivent consacrer tous leurs efforts à renforcer la confiance, l'information et le soutien technique.

Différentes recommandations sur les instruments politiques non contraignants ont été élaborées dans le groupe d'action 9, que nous présentons ci-dessous.

#### Améliorer la sensibilisation de la part des agences publiques de l'énergie

- Fournir au public toutes informations sur des questions telles que les avantages des mesures d'efficacité énergétique et de l'utilisation des énergies renouvelables, les meilleures pratiques et les possibilités de financement.
- Intensifier la communication et accroître la sensibilisation aux avantages non énergétiques.
- Répondre aux préoccupations concernant les délais de retour des investissements effectués à des fins d'efficacité énergétique.
- Mettre en avant des exemples réussis de mesures d'efficacité pour donner à des branches d'activité spécifiques une idée des principales mesures d'économie d'énergie et les mettre en lien avec les possibilités de financement et les programmes de soutien.
- Transférer aux entreprises des exemples d'expériences réelles par le biais de visites de sites, de réunions peer-to-peer et d'ateliers.
- Récompenser les entreprises ayant réalisé des mesures exemplaires d'efficacité

énergétique.

### **Recommandations concernant les conseillers en énergie**

- Fournir aux entreprises une consultance énergétique gratuite ou pour le moins peu coûteuse ;
- Former des conseillers en énergie spécialisés dans ce domaine et actifs au niveau régional. Il est fondamental que ces conseillers acquièrent des connaissances sectorielles spécifiques sur la dynamique et les technologies du marché, afin de pouvoir maîtriser des problèmes particuliers lorsqu'ils apportent leur consultance à certaines entreprises.
- Organiser, au niveau régional, des consultations énergétiques et des événements d'information, en étroite collaboration avec des professionnels régionaux, des sociétés régionales de conseil et des maires, ou encore avec des banques locales.
- Offrir un soutien technique continu tout au long du processus de planification et de réalisation.
- Promouvoir l'autorisation, pour les consultants, à demander des subventions.

### **Recommandations concernant le financement des investissements**

- Mise en place d'un guichet unique chargé non seulement d'apporter un soutien sur des questions techniques, mais aussi de fournir des conseils sur les possibilités de financement disponibles.
- Mettre l'accent sur certains programmes appropriés de financement.
- Simplifier les procédures de demande.
- Accorder des subventions directes plutôt que des prêts bonifiés.
- Donner la préférence aux programmes de financement à long terme.

### **Recommandations politiques : Améliorer l'utilisation de l'hydrogène vert dans le mix énergétique de la SUERA**

L'hydrogène vert et décarboné est appelé à jouer un rôle intéressant dans la transition énergétique. D'après la stratégie de l'UE pour l'hydrogène et les stratégies régionales existantes en la matière, les Régions devront coopérer au développement de la production d'hydrogène vert et décarboné qui sera utilisé, précisément, pour décarboniser le secteur industriel et celui de la mobilité. Par le biais d'une coopération intensive, les corridors alpins seront équipés de stations de ravitaillement en hydrogène destinées à la mobilité routière lourde (passagers et fret). Il conviendra d'explorer des approches combinant sur un même territoire la production, le transport, le stockage et la consommation et impliquant les pouvoirs publics locaux et le secteur privé, car elles pourront, selon le contexte local, contribuer à la décarbonisation des secteurs précités de l'industrie et de la mobilité.

L'intégration de l'hydrogène dans les programmes du FEDER (y compris le Feder mainstream) est fondamentale pour développer de manière cohérente la chaîne de valeur, tant du côté de l'offre (production, stations de ravitaillement) que du côté de la demande (déploiement du matériel roulant).

## Recommandations politiques : relever le rôle de l'observatoire régional de l'énergie.

Les observatoires régionaux de l'énergie et des gaz à effet de serre ont pour mission de recueillir des données, de les traiter, d'assurer leur suivi et de les diffuser aux autorités publiques régionales et locales. Les données produites sont fondamentales pour les autorités locales, qui les utilisent lors de l'élaboration de leurs plans d'action concernant l'énergie durable et l'adaptation au changement climatique. Elles constituent un outil important pour élaborer, pour l'avenir, des scénarios énergétiques régionaux et locaux, et contribuent à une meilleure gestion de l'énergie dans les municipalités. Aussi les capacités du personnel de ces organisations doivent-elles être renforcées, de même que doit être soutenu le réseau reliant les observatoires régionaux.

Ce réseau devra constituer la base à partir de laquelle créer un observatoire alpin de l'énergie, qui aura pour mission de recueillir des données régionales auprès de tous les observatoires régionaux, afin de compléter le tableau de la transition énergétique au sein de la SUERA. Il évaluera dans quelle mesure cette dernière aura contribué aux objectifs de l'UE pour 2030 et 2050 et permettra de définir, toujours pour la SUERA, des objectifs spécifiques.

### Contacts :

Benjamin Auer, Co-Leader du GA 9, [Benjamin.Auer@klimahausagentur.it](mailto:Benjamin.Auer@klimahausagentur.it)

Etienne Viénot, Co-Leader du GA 9, [etienne.vienot@auvergnerhonealpes-ee.fr](mailto:etienne.vienot@auvergnerhonealpes-ee.fr)

### Concernant les autres activités du groupe :

Dans la période 2021-2022, le GA9 doit élaborer, avec d'autres groupes d'action, une feuille de route pour les projets de déploiement de l'hydrogène vert dans les Alpes.

En outre, d'ici 2022, un Observatoire alpin de l'énergie sera mis en place, qui améliorera et harmonisera la collecte et le suivi des données énergétiques dans les Alpes.

Le Groupe d'action met également l'accent sur la production locale d'énergies renouvelables, sur les communautés énergétiques, les micro-réseaux et les réseaux intelligents transfrontaliers. Les recommandations politiques relatives à ces différents secteurs seront publiées au fur et à mesure que les travaux progresseront.

## À quoi peut-on s'attendre dans un proche avenir ?

Cette note de politique décrit principalement les recommandations politiques qui ont déjà été formulées jusqu'ici par les neuf groupes d'action. Pour la période en cours 2020-2022, tous les groupes d'action se concentrent sur le cycle politique. Ils travaillent ensemble sur cinq domaines stratégiques prioritaires et doivent réaliser au moins cinq initiatives stratégiques de mise en œuvre intersectorielle. Par ces activités de base, la SUERA renforce la coopération entre les groupes d'action et s'emploie à impacter de manière beaucoup plus marquée le niveau politique. De plus, chacun des groupes d'action met en œuvre au moins une initiative stratégique de mise en œuvre.

### **Cinq domaines politiques stratégiques prioritaires**

Pour la période de 2020 à 2022, les neuf groupes d'action de la SUERA ont convenu de travailler sur cinq domaines politiques stratégiques prioritaires (les SPPA).

**Planification spatiale** : Si la planification spatiale est un véritable thème transversal qui touche de près tous les thèmes abordés au sein de la SUERA, il n'existe pas encore de vision SUERA dédiée à ce domaine. Toutefois, de nombreux documents et stratégies existent déjà dans la région alpine. Aussi l'objectif de ce SPPA est-il de recueillir toutes ces informations et d'élaborer, avec les acteurs compétents en la matière, une perspective commune de développement spatial pour la SUERA. Il en résultera un document juridiquement non contraignant qui délimitera la vision de développement spatial de la SUERA. Cette perspective globale devrait ensuite mener à une meilleure cohérence des stratégies nationales, régionales et transfrontalières en la matière et aider à identifier et à mettre en œuvre des actions contribuant à cette perspective spatiale commune pour la région alpine. Trois initiatives intersectorielles de mise en œuvre stratégique contribueront à construire cette perspective commune : (1) une étude sur la planification spatiale résiliente au climat, (2) une cartographie des interventions de protection des infrastructures de transport alpin et (3) une analyse et une évaluation des infrastructures vertes dans la région alpine.

**Villages intelligents** : L'objectif de l'approche Smart-villages est de créer des opportunités pour une transition intelligente des municipalités et des régions dans les zones montagneuses, grâce à de nouvelles formes d'implication des parties prenantes, facilitées par les technologies de l'information et de la communication (TIC). Cette approche a été testée au cours de la période 2018-2021 et mise en œuvre dans plusieurs zones pilotes au sein de la SUERA. Des outils transférables et des recommandations politiques ont été élaborés. L'objectif est maintenant de diffuser ces connaissances au plus grand nombre possible de communes rurales et de montagne de la région alpine, afin de les aider à tirer profit des potentiels de la numérisation. L'une des principales activités sera la création d'un réseau de villages et de régions intelligents, susceptible de faciliter l'échange d'informations et d'expériences et de transposer une image moderne de la région alpine.

**Région alpine neutre en carbone** : La région alpine est à l'avant-garde de la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, voire neutre en carbone. Les groupes d'action de la SUERA souhaitent contribuer au Pacte vert pour l'Europe et soutenir une approche à la décarbonisation qui donne la priorité à l'efficacité énergétique et à la suffisance énergétique (un élément important de l'efficacité énergétique en général), puis à la substitution des autres sources et, pour finir, à la compensation des émissions de GES. Pour atteindre ces objectifs, deux initiatives stratégiques de mise en œuvre sont prévues : des objectifs énergétiques communs pour une région alpine sobre en carbone et l'hydrogène vert pour les Alpes. L'initiative sur les objectifs énergétiques communs mènera, entre autres activités, à des recommandations politiques. Les travaux sur l'hydrogène vert, principalement, comprendront une méta-étude et aboutiront à une feuille de route pour le déploiement des technologies H2 dans la zone SUERA.

**Hub d'innovation pour les entreprises vertes** : La région alpine est à l'avant-garde de l'innovation et peut s'appuyer sur des institutions et des entreprises de R&D de haut niveau. Un hub d'innovation pour les entreprises vertes pourrait valoriser ces capacités d'innovation et apporter une forte contribution au Pacte vert pour l'Europe. Afin de favoriser la collaboration entre les décideurs politiques, le monde universitaire et le secteur des affaires et d'améliorer la capacité d'innovation, les activités qui seront développées dans ce domaine politique tiendront compte, dans la mesure du possible, des nouvelles stratégies de spécialisation intelligente des régions de la SUERA et des résultats des projets Espace alpin en cours. Trois thèmes principaux ont été sélectionnés pour mieux axer l'idée de ce Pôle d'innovation sur les potentiels existants de la région alpine : (1) les chaînes de valeur du bois, y compris du bois d'œuvre, (2) le tourisme et (3) la durabilité et la résilience de la chaîne de production et d'approvisionnement.

**Fonds SUERA pour l'innovation (EIF)** : Dans toute stratégie macrorégionale, l'un des principaux objectifs est de mieux aligner les programmes de financement existants. Mais ces derniers n'ont pas nécessairement été conçus pour répondre aux besoins des stratégies macrorégionales. Ils suivent leur propre logique d'intervention (sectorielle) et leurs règles. Par conséquent, il s'avère parfois très difficile, voire impossible, de mobiliser des fonds, en particulier pour des initiatives intersectorielles impliquant plusieurs groupes d'action. L'EIF a pour mission de combler cet écart. Il vise à soutenir la mise en œuvre d'initiatives innovantes en complétant les fonds existants et en activant de nouveaux financements, sans préjudice des priorités fixées par les organismes de la SUERA. L'idée est d'étudier s'il est possible, et dans quelles conditions, de mobiliser d'autres sources de fonds pour répondre à des exigences de financement sur le court terme, dynamiques et intersectorielles, en vue de satisfaire un large éventail de bénéficiaires potentiels – en tenant compte également du soutien financier d'acteurs privés tels que les entreprises, les fondations, etc. Jusqu'en 2022, la SUERA élaborera une étude sur la faisabilité d'un dispositif de ce genre.

**... et au moins neuf initiatives stratégiques**

De plus, tous les groupes d'action travailleront sur des initiatives stratégiques telles que définies dans leurs plans de travail respectifs. Ainsi, à la fin de cette période, c'est-à-dire en 2022, de nombreuses activités auront démarré ou auront déjà été mises en œuvre. En ce qui concerne le cycle politique, la SUERA produira un nouveau document avec toutes les recommandations politiques issues de ces activités. Ce document sera prêt d'ici le printemps 2022 et sera présenté et discuté au niveau de la SUERA ainsi que dans les sept pays alpins. Alors, restez à l'écoute et suivez nos activités sur [www.alpine-region.eu](http://www.alpine-region.eu). Eu, ainsi que sur les médias sociaux.



**Interreg**  
Alpine Space  
AlpGov

